



Secrétariat de Coordination S/C Centre Ahmadou Malick Gaye, Ex Bopp, BP 5070, Dakar- Sénégal / Téléphone: +221 338258113 / 778117563 // senegalforumsocial10@gmail.com

EDITION 2025 DU FORUM SOCIAL OUEST AFRICAIN

THEME CENTRAL :

GOUVERNANCE DES BIENS COMMUNS ET DES RESSOURCES NATURELLES : ENJEUX ET DEFIS DANS UN CONTEXTE DE CRISE SÉCURITAIRE ET DE GUERRES EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE: QUELS MÉCANISMES DE SUIVI-ÉVALUATION POUR UN CONTRÔLE BUDGÉTAIRE PARLEMENTAIRE ET CITOYEN?

Dakar du 26 au 28 juin 2025.



FORUM SOCIAL OUEST AFRICAIN

"FSOA 2025" A DAKAR



DOCUMENT CADRE

I-Contexte et justification- ou le fondement de notre démarche.

La géopolitique mondiale est marquée par des guerres asymétriques, des conflits régionaux et sous régionaux, des crises politiques à répétition, le tout sous fond d'accaparement des terres, des eaux, des ressources et Biens communs et de changements climatiques. Au lendemain de la pandémie de COVID 19 qui avait déstructuré toute l'économie mondiale, les guerres en Ukraine et ensuite à Gaza, au Liban et en Syrie, ont plongé le Nord dans une situation très délicate alors que le Sud global dans sa partie subsaharienne est sous le choc des rébellions et des guerres terroristes.

Le Sahel est dans une instabilité politique depuis plusieurs années, ce qui a sans doute facilité le retour des coups d'Etat militaire et constitutionnel sans oublier la montée des identités communautaires et ethnistes qui sont des dangers réels face à la démocratie. Aujourd'hui, notre Communauté sous régionale, la CEDEAO est entrain de faire les frais de cette situation alors que nous pensions aller résolument vers la consolidation de ses acquis notamment, son protocole de libre circulation des personnes et des biens dans un monde qui appelle aux grands ensembles. Le legs des grands ensembles historiques (Empires et Royaumes- Ghana, Mali, etc..) et sous régionaux, est presque fissuré affaiblissant ainsi l'Afrique de l'Ouest qui pourtant était un modèle d'intégration envié par tous les observateurs.

Par ailleurs, la coopération bi-et/ou multilatérale est sous l'emprise de moult mutations sous une conjoncture économique difficile avec le diktat du marché mondial qui impose ses lois aux producteurs locaux et aux consommateurs dans les villes et les campagnes. L'inflation et l'endettement semblent reprendre du poil de la bête alors que les coûts des matières premières produites par les pays du Sud sont toujours fixés par le marché mondial et les multinationales. La privatisation des services sociaux de base, (marchandisation du monde), les Accords inéquitables et les contrats d'affermage qui sont signés par des pays africains restent encore en deçà des attentes et préoccupations des populations. Au final, **2%** de la population mondiale contrôle **80%** des richesses du monde.

La migration des jeunes africains dans des conditions d'insécurité sur les routes est entrain de décimer nos villes et nos campagnes. Les routes terrestres de la mobilité sont joncées de cadres de migrants inconnus alors que les océans sont devenus des cimetières invisibles remplis de voyageurs disparus des traversées des mers. Ce monde est de plus en plus invivable et voilà pourquoi, nous membres et militants altermondialistes restons convaincus qu'un « Autre Monde est possible. » Oui, il est bien possible ce monde, mais c'est à nous de le construire, de le défendre et le Forum Social Mondial et ses différentes composantes restent engagés pour cette cause.

Au Sénégal, le contexte reste marqué par la 3ème alternance démocratique advenue en mars 2024 après une période de violente crise sur fond de tensions politico-juridiques qui ont causé de nombreuses pertes en vies humaines et de lourds dégâts matériels. Ici, le nouveau régime issu de cette alternance parle de plus en plus de souverainisme et de forte croissance au moment où le pays est devenu un producteur de pétrole et de gaz. L'on parle aussi de renégocier des contrats passés sous l'ancien régime et d'une meilleure transparence dans l'exploitation des ressources naturelles (minières et halieutiques) sans oublier la gouvernance foncière. Comme dans beaucoup de pays africains la gouvernance de l'eau va de plus en plus vers une privatisation qui ne dit pas son nom. Au Sénégal le contrat d'affermage octroyé à une multinationale française (SUEZ) rentre dans sa 5ème année de gestion. Il est bon d'évaluer cet affermage en milieu urbain. Dans le monde rural, l'OFOR (Office des Forages ruraux) est fortement critiqué et les délégations de service public d'eau sont fortement contestées. La gouvernance délégataire de l'eau existe aussi dans beaucoup d'autres pays africains et reste un problème avec les tendances à la "marchandisation" de ce Bien Commun qui est rentré en Bourse dans certains Etats en Amérique. Aussi, les sources d'eau sont menacées de pollution comme c'est le cas à la Falémé. Il y a là des expériences à partager.

L'Afrique détient au moins un tiers des réserves mondiales de ressources naturelles. En Afrique subsaharienne, la gouvernance des ressources naturelles serait confrontée à des situations de crise sécuritaire, de guerres, de conflits, sous fond de terrorisme radical et de rébellions ici et là mais aussi de coup d'Etat militaire. Pendant ce temps, des sociétés multinationales continuent à contrôler et à spolier nos ressources minières et énergétiques dans un contexte de changement climatique. Quelle transition énergétique pour quelle politique industrielle en Afrique?

Dans le secteur de la pêche, la gestion des ressources halieutiques pose des problèmes; par exemple au Sénégal les Accords de pêche n'ont pas été reconduits si l'on s'en tient à ce qui se dit entre les deux parties, le Sénégal et l'Union européenne. En Afrique, nous avons des eaux bien poissonneuses mais il est vrai que le poisson se raréfie poussant nos jeunes à choisir la migration dite clandestine. Quels impacts sur l'économie maritime, quels rapports avec les mouvements migratoires et la pêche artisanale en Afrique? Sur le plan sécuritaire, on note de plus en plus une géopolitique militaire, de guerre avec de nombreux foyers de tensions. Le Sahel fait toujours face à une crise sécuritaire qui serait entrain de désintégrer la CEDEAO. Ceci serait en dommageable à nos populations.

En Afrique Centrale, la RDC est aussi sous menace d'une perte d'une partie de son territoire. La RCA elle aussi est toujours dans une instabilité. Le Soudan est encore en guerre et le Tchad dans une confusion.

C'est la guerre en Ukraine, à Gaza, etc. Et l'Amérique menace d'annexer le Canada, le Canal de Panama, Groenland, alors qu'en Occident on note une montée de l'Extrême droite et du néonazisme qui occupent de plus en plus les instances de décision. Cette édition se passe aussi au moment où se prépare le prochain Forum Social Mondial qui aura lieu en Afrique à Cotonou au Bénin en 2026.

II-But et Objectifs

A-Objectif général: Offrir l'opportunité aux différents acteurs *socioculturels, syndicats, producteurs, décideurs, parlementaires, élus locaux, etc;*) de se retrouver dans un espace de dialogue multipartite sur la situation sous-régionale, régionale, internationale et surtout autour de la gouvernance globale des Biens et des Ressources naturelles.

B-Objectifs spécifiques:

OS1 : Procéder à une analyse conjointe de la gouvernance des Biens Communs comme l'eau (*fleuves, affluents, etc*, mais aussi des Ressources naturelles, *pétrole, gaz, pierres précieuses, foncier, etc*) tant convoitées par le monde des multinationales;

OS2 : Partager des expériences et des leçons dans la gouvernance de l'eau-Bien Commun, (Suez au Sénégal), la gestion et la préservation des ressources en eau (la Falémé, les fleuves Sénégal et Gambie, etc- rapport avec les tendances à la privatisation de ce Bien Commun.

OS3 : Procéder à une analyse multi acteurs de la gestion foncière et des politiques agrosylvo-pastorales et de pêche dans l'idéal d'une souveraineté alimentaire en Afrique

OS4: Tenir un Panel de haut niveau entre Parlementaires- Sociétés civiles, décideurs politiques sur la nécessité d'un cadre de concertation pour un meilleur contrôle des politiques publiques et un meilleur suivi budgétaire

OS5:Partager des informations sur le processus préparatoire du prochain Forum Social **Mondial 2026 à Cotonou** et envisager une bonne participation africaine sous l'impulsion d'une convergence des dynamiques Nord Sud devenue une exigence urgence compte des mutations politiques en cours.

III-Résultats attendus

Au terme de cette édition les résultats suivants sont attendus:

R1: Les participants ont échangé sur l'état et les perspectives de la gouvernance de l'eau, les contrats d'affermage en milieu urbain, la réforme de l'hydraulique rurale (Délégation de service public?)

R2: Une analyse croisée multi-acteurs des politiques d'exploitation et de gouvernance des ressources foncières, *minières* et halieutiques est faite en rapport avec le contexte de crise sécuritaire

R3: Des propositions alternatives et des recommandations sont formulées pour de meilleures politiques de gouvernance des ressources naturelles, des Biens communs des Ressources naturelles dan un contexte de crise sécuritaire et de forte émigration des

R4 : Un dialogue de haut niveau es tenu qui a rassemblé différents acteurs parlementaires, société civile, décideurs, etc en vue d'un meilleur contrôle inclusif et participatif des politiques publique

R5: Le processus d'organisation du prochain Forum Social Mondial Cotonou 2026 est partagé et la sous région et la région Afrique ont lancé les mécanismes d'une forte participation africaine.

IV-Démarche méthodologique

Cette édition se tient dans un contexte particulier de crise sécuritaire, de fortes mutations sociales et politiques, de conflits et de guerres mais aussi de recrudescence de la migration et de la montée du terrorisme radical. Face à tout cela nous avons aussi l'obligation de créer les conditions optimales d'un minimum de consensus au niveau national, sous régional, régional et international avec les acteurs essentiels pour pouvoir relever ensemble les défis. Ainsi, acteurs de développement, membres des organisations de la société civile, parlementaires, acteurs politiques, élus locaux doivent plus que jamais trouver des espaces de convergence et de partage de points de vue pour l'intérêt général, la sécurité et la stabilité de nos pays et du monde.

Dans la démarche méthodologique, les travaux se passeront sous le format classique conférences thématiques, de panels, de travaux de groupes, des exposés, etc. Des séances de dialogue inter-acteurs et/ou avec des Institutions publiques. Chaque Atelier thématique pourrait se faire autour de sessions. Par exemple:

Atelier1: La gouvernance de l'eau en Afrique, les contrats d'affermage enjeux et défis ; quelles leçons tirées des exemples du Sénégal en contrat avec Suez depuis 5 ans- La préservation des sources d'eau- Falémé, Lac De Guiers ?

Atelier2 : De plus en plus de pays africains deviennent pétroliers et gaziers dont le Sénégal, la Mauritanie, le Niger, etc, Comment l'exploitation des ressources naturelles pourrait influencer la politique de souveraineté industrielle et énergétique dans un contexte de crise sécuritaire et d'inflation avec des guerres et des conflits armés dans le monde.

Atelier3 : L'économe maritime, la pêche artisanale, la transformation des produits halieutiques face à la recrudescence de la migration irrégulière?

Atelier4 : La gouvernance foncière, l'urbanisation face aux exigences de politiques agricoles de souveraineté alimentaire dans un contexte de mondialisation, de guerres et de changements climatiques.

Atelier5 : Dialogue de haut niveau multi-acteurs- Parlements- Société civile- Acteurs Politiques (Quels mécanismes de collaboration entre les parlements, la société civile, les acteurs politiques pour un meilleur suivi budgétaire et un contrôle efficace des politiques publiques?)

V-Dates et participants.

Cette édition 2025 aura lieu du **26 au 28 juin 2025** à Dakar. Il y est attendu environ 250 délégués d'organisations sociales, citoyennes, Syndicats, ONG, Associations de femmes, de jeunes, de pêcheurs, d'agriculteurs, de transformatrices, des Réseaux et Plateformes et réseaux d'organisations, des chercheurs et autres militants citoyens défenseurs de l'environnement, des droits humains, etc. Des participants des autres fora pays de la sous-région et autres pays africains y sont attendus, mais aussi des partenaires des pays du Nord avec qui nous travaillons sur différents domaines. Il s'agit en définitive d'un **Forum Social Ouest Africain** piloté par le Forum Social Sénégalais en rapport avec la situation actuelle de la sous région et en perspective du prochain forum social mondial à **Cotonou2026 au Bénin.**

Aussi, les organisations partenaires techniques et financiers du forum social mondial et africain y prendraient part. Des représentants des Parlements et des Collectivités territoriales y seront invités de même que les services de l'Etat chargés de la gestion des questions qui seront traitées dans cette édition. Des représentations des Organisations de la société civile européenne y prennent part surtout de la France, de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Italie, etc.

I. Budget et moyens logistiques

Un forum social en tant que rencontre populaire d'organisations sociales et citoyennes nécessite des moyens logistiques. Une commission y travaille.

Ces moyens tournent autour de rubriques importantes comme:

- ✓ ***Le site du forum et son aménagement,***
- ✓ ***La logistique matérielle et organisationnelle,***
- ✓ ***La communication et la visibilité de l'événement,***
- ✓ ***Le transport et les frais de déplacement de certains invités***

- ✓
- ✓ *La restauration, et les frais de séjour,*
- ✓ *La bureautique et la reproduction des documents;*
- ✓ *Autres dépenses de santé et de sécurité- imprévues.*

Un appel sera lancé à tous les partenaires et à toutes les organisations partenaires pour leur accompagnement.

II. Suivi –évaluation

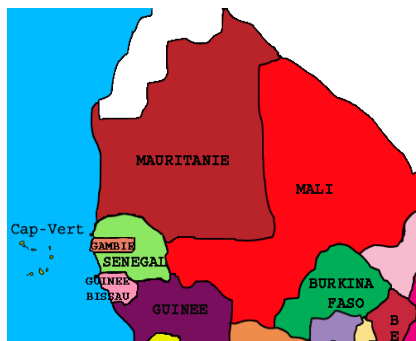
Un plan de suivi-évaluation des grandes recommandations de cette édition sera établi et permettra de garder le regard sur les grandes orientations des politiques étatiques dans un esprit de veille et de contrôle citoyen.

Aussi, dans le cadre du processus de préparation et de participation à la prochaine édition du forum social mondial 2026 à Cotonou au Bénin, en collaboration avec le forum social ouest africain et le forum social africain. Nous lançons un appel à toutes les organisations, aux partenaires pour une forte implication et un accompagnement de cette édition 2025 du FSS.

Le SECRETARIAT DU FSS

Tel +221 33 8251381 / +221 778117563.

Email : maajuuf@gmail.com



**"Nous sommes un même peuple éclaté dans
plusieurs Etats depuis le temps des Grands Empires
et Royaumes de notre Continent!"**

**« Aussi du Nord au Sud, personne n'est
étranger sur cette Terre de Dieu ! »**